

Corse : "il n'y a pas de prisonniers politiques" martèle Castaner



Le ministre des Relations avec le Parlement et délégué général de LREM était l'invité du Grand Jury de RTL, LCI et Le Figaro.

Christophe Castaner était invité du Grand Jury de RTL, LCI et Le Figaro. L'occasion pour lui revenir sur les grands thèmes de l'actualité.

Corse : "La Corse doit rester dans la République, doit respecter la République, notamment la langue, le fait de considérer qu'il n'y a pas de prisonniers politiques. Parce que ceux qui ont assassiné, dans le dos, le préfet Erignac ne sont pas des prisonniers politiques : ce sont des assassins terroristes."

L'intervention de Schiappa sur l'affaire Daval : "Je n'ai pas rappelé à l'ordre Marlène Schiappa" assure-t-il. "J'ai au fond dit la même chose qu'elle, mais en deux phrases. La première, c'est rappeler un principe, qui est que le pouvoir exécutif est séparé du pouvoir législatif et n'a pas vocation à commenter une affaire (...) Et j'ai ensuite fait une deuxième phrase en évoquant mon sentiment, comme homme, d'être choqué par l'instrumentalisation d'un rapport au sein du couple en question pour justifier, au fond, un assassinat."

La situation à Calais : "La bagarre a été déclenchée dans une zone de distribution de repas" exokique-t-il. "Dans les deux semaines qui viennent, ces zones seront gérées par l'État à la place des associations."

Le congé paternité : "Je pense qu'au nom de l'égalité il faut poser des principes : le principe de la responsabilité du père comme de la mère" assure le ministre, qui évoquait la possibilité de rendre obligatoire le congé paternité. "À un moment donné il peut y avoir des vertus à l'obligation".